

50524 606 15

9431

(1945)

Participation S.N.C.F. à la Cie du chemin de fer  
de Martigny au Châtelard

- Participation financière

	C.A.	12. 9.45	25	XII
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.		18. 9.45		
Dépêche du MTP à SNCF		19.10.45		
Lettre SNCF au PLM		13.11.45		

9431

0

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Le Président  
du Conseil d'Administration

P.F. n° 7229

- C O P I E -

Paris, le 13 novembre 1945

Comme suite à la décision  
du Conseil du 12 sept. 1945

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports vient d'autoriser la S.N.C.F. à racheter les 40 actions ordinaires de la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Châtelard, appartenant au Domaine privé de la Compagnie P.L.M., que vous avez accepté de nous céder pour le prix global de 200 fr.

Les instructions nécessaires ont été données à notre Service de la Comptabilité Générale et des Finances pour que cette somme soit versée à votre Compagnie.

Les actions dont il s'agit étant déposées à la Banque Lombard, Odier et Cie à Genève au nom de M. REGNOUL, je vous serais obligé de bien vouloir aviser ce dernier de cette opération de cession de titres et l'informer que la S.N.C.F. lui indiquera ultérieurement les dispositions qu'elle compte prendre en vue de sa représentation au Conseil d'Administration de la Compagnie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Compagnie  
du Chemin de fer du P.L.M. - 86, rue Saint-Lazare - PARIS. -



9451

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS

Direction Générale des Chemins de fer  
et des Transports

1er Bureau

Paris, le 19 octobre 1945

C O P I E

n° 167

Le Ministre des Travaux Publics et des Transports  
à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer français

OBJET : Rachat de 40 actions de la Compagnie du Chemin de  
fer de Martigny au Chatelard, détenues par la  
Compagnie P.L.M.

(+) Copie de  
cette let-  
tre a été  
distribuée  
le 22 sep-  
tembre 1945

Référence : Votre lettre OF n° 6752 du 18 septembre 1945(+)

Par lettre citée en référence, vous m'avez demandé  
d'autoriser le rachat, décidé par le Conseil d'Administra-  
tion de votre Société, de 40 actions de la Compagnie du  
Chemin de fer de Martigny au Chatelard détenues par la  
Compagnie P.L.M. moyennant le versement d'une somme globale  
de 200 fr.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette  
opération ne soulève aucune objection de ma part.

Par autorisation,

Le Directeur Général des Chemins de  
fer et des Transports,

Signé : DORCES.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 18 septembre 1945

D 9321/80

C O P I E

Comme suite à la décision  
du Conseil du 12/9/1945

Monsieur le Ministre,

Dans sa séance du 12 courant, notre Conseil a décidé de reprendre, aux conditions exposées dans la note ci-jointe, les 40 actions de la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Châtelard détenues par la Compagnie P.L.M., moyennant versement d'une somme globale de 200 fr.

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien autoriser la réalisation de cette opération.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé: FOURMELR.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics et des Transports, Direction Générale des chemins de fer et des Transports.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 12 septembre 1945

QUESTION XII - Reprise de la participation de la  
Compagnie P.L.M. au capital de la Compagnie du Chemin de fer de  
Martigny au Châtelard.

P.V. (p. 25)

M. LE PRESIDENT expose que la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Châtelard exploite en territoire suisse un chemin de fer électrique reliant Martigny (gare C.F.F.) à Martigny-Ville et Martigny-Bourg, d'une part et, d'autre part, au Châtelard (frontière), cette dernière liaison se raccordant à la ligne S.N.C.F. de Vallorcine à Chamonix et assurant ainsi

une relation directe entre ce dernier centre et la grande ligne Vallorbe-Brigue-Milan.

La Compagnie P.L.M. avait passé en 1906 un traité avec cette Société, réglant les conditions d'exploitation de la section de ligne française Vallorcine-frontière et fixant le statut de la gare commune de Vallorcine. Et en vue de suivre la bonne exécution de ce traité, elle avait acquis, au titre de son domaine privé, 40 actions ordinaires destinées à permettre à son représentant de siéger au Conseil de la Compagnie.

La S.N.C.F. a évidemment intérêt à se voir désormais attribuer ce siège. Il est, en conséquence, proposé de racheter les 40 actions dont il s'agit. La Compagnie P.L.M. est d'accord sur le principe de cette reprise qu'elle accepterait de consentir au prix de 5 fr français par titre.

En raison de l'importance minime de l'investissement, la dépense serait imputée au compte d'Exploitation.

Sous réserve de l'autorisation de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, le Conseil approuve la reprise, M. AGUILLON n'ayant pas pris part au vote.









SOCIETE NATIONALE  
des  
CHEMINS DE FER FRANCAIS

(Question N° XII)

7 août 1945

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPRISE DE LA PARTICIPATION DE LA COMPAGNIE P.L.M.  
AU CAPITAL DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE MARTIGNY AU CHATELARD

I..- Constituée en 1902 pour une durée de 80 ans, la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Châtelard - Société suisse - exploite, en territoire suisse, un chemin de fer électrique reliant Martigny (gare C.F.F.) à Martigny-Ville et Martigny-Bourg d'une part, et, d'autre part, au Châtelard (frontière), cette dernière liaison se raccordant à la ligne S.N.C.F. de Vallorcine à Chamonix.

Son capital qui s'élevait à l'origine à 4.000.000 fr.s. se trouve actuellement ramené, à la suite de plusieurs réorganisations financières à 3.621.640 fr.s., représentés par :

- 61.136 actions privilégiées de 50 fr.s. jouissant d'un droit de préférence pour la répartition des bénéfices et, en cas de liquidation de la Société, de l'actif;

- et 56.404 actions ordinaires de 10 fr.s.

II..- Malgré des sacrifices importants consentis à diverses reprises par les actionnaires et les obligataires, la situation financière de la Société n'a pu être rétablie intégralement et de 1930 à 1941, dernier exercice connu, les pertes ont atteint un montant global de ..... 543.992 fr.s.

Ces pertes ont été couvertes par prélèvement sur le fonds de réserve grâce à la réduction du capital et de la valeur nominale des obligations effectuée en 1930. Compte tenu de ce prélèvement et d'une amputation de 1.101.971 fr.s. destinée à rétablir le fonds de renouvellement au niveau exigé par la loi suisse, le montant du fonds de réserve s'est trouvé ainsi réduit à fin 1941 à ..... 435.191 fr.s.

A cette date, un redressement de la situation financière de la Société semble peu probable.

o  
o o

I..- La Compagnie P.L.M. a passé en mai-juin 1906 un traité avec la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Châtelard, destiné à régler les conditions d'exploitation de la section de ligne française de Vallorcine à la frontière et à fixer le statut de la gare commune de Vallorcine.

.....

Aux termes des dispositions de cet accord, mis à jour ultérieurement en ce qui concerne le tarif de certaines redevances, le service Vallorcine-frontière est effectué par une voiture de la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Châtelard, circulant en navette. Les travaux d'entretien de la voie et l'exploitation sont assurés dans de bonnes conditions. Le matériel suisse, qui comporte des caisses très hautes, permet d'éviter le dégagement de la voie tant que les chutes de neige ne sont pas exceptionnellement abondantes; en outre, la Compagnie possède un chasse-neige rotatif moderne dont l'action est rapide et efficace.

En vue de surveiller la bonne exécution du traité le P.L.M. a acquis, au titre de son domaine privé, 40 actions ordinaires destinées à permettre à son représentant de siéger au Conseil de la Compagnie.

II. - Substituée en 1938 au P.L.M. dans ses relations contractuelles avec la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Châtelard, la S.N.C.F. a, du point de vue de son exploitation, un intérêt certain à ce que cette Compagnie assure régulièrement un service normal sur ses lignes dont l'une d'elles prolonge, comme il a été dit plus haut, la ligne S.N.C.F. Chamonix-Vallorcine jusqu'à Martigny, gare située sur la grande ligne Vallorbe-Brigue-Milan, ce qui assure une relation directe entre la haute vallée du Rhône et Chamonix.

De plus, Vallorcine, pendant les chutes de neige, est souvent coupée de Chamonix et le maintien dans des conditions favorables de relations régulières avec Martigny prend alors toute son importance, notamment en ce qui concerne le ravitaillement et les soins médicaux et pharmaceutiques dont la Suisse peut faire bénéficier la population.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il y a lieu d'envisager la reprise des 40 actions détenues par la Compagnie P.L.M., ce qui nous permettra de demander à la Société suisse un siège dans son Conseil.

o  
o o

La Compagnie P.L.M. est d'accord sur le principe de cette cession, qu'elle accepterait de nous consentir pour le prix de 5 fr français par titre, soit au total 200 fr.

Réserve étant faite de l'autorisation à demander à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports, il est proposé de réaliser l'opération à ces conditions.

En raison de l'importance minime de l'investissement et compte tenu de la situation financière de la Société, la dépense serait imputée au Compte d'Exploitation.

Le Secrétaire Général Adjoint,  
P. CLOSSET.